

Au-delà de la désignation de Juncker

HOWARD DAVIES

Directeur de la London School of Economics et professeur à Sciences Po Paris.

L'Union européenne semble uniquement capable de se concentrer sur un seul problème à la fois. La question soulevée cet été consiste à savoir qui succédera à José-Manuel Barroso au poste de président de la Commission européenne.

La présidence de la Commission constitue à l'évidence une fonction importante. Cette Commission jouit d'un monopole sur la proposition des nouvelles législations, dont la nature se trouve massivement influencée par le président. La promulgation de nouvelles lois constitue néanmoins actuellement un certain luxe pour l'Europe.

Plutôt que de se pencher sur de nouvelles directives passionnantes autour, par exemple, des caractéristiques souhaitables des tondeuses à gazon vendues dans l'UE, il s'agirait pour les dirigeants européens de s'attaquer à trois objectifs urgents et interconnectés.

Une vision plus inspirante

Le premier de ces objectifs est de nature politique. Lors des dernières élections parlementaires européennes, un quart des électeurs du Royaume-Uni et de France ont soutenu des partis hostiles à davantage d'intégration, engagés en faveur du rétablissement d'une Europe composée d'États membres indépendants.

Au sein même de l'Allemagne, le parti eurosceptique a obtenu des résultats étonnamment favorables.

Ainsi les fédéralistes de centre-gauche et de centre-droit ont-ils réagi en se fixant pour objectif commun de garantir une majorité en faveur de Jean-Claude Juncker.

Or, il y a là une situation des plus instables. Il incombe aux défenseurs de l'idéal européen de faire face aux critiques de manière plus directe, et d'élaborer une vision plus inspirante, plutôt que d'adopter la politique de l'autruche, en appelant à une «union toujours plus étroite».

Il leur serait plus facile de l'emporter sur les eurosceptiques s'ils

parvenaient à présenter un certain nombre d'accomplissements économiques plus aboutis et plus durables. La croissance de la zone euro demeure à ce jour apathique, supérieure d'à peine 0,7% par rapport à l'an dernier, tandis que le taux de chômage atteint encore un pourcentage inacceptable de 11,7%.

La reprise économique est en fait entravée par un certain nombre de problématiques financières. Le marché financier unique ne s'est en effet toujours pas remis de sa désintégration d'il y a quatre ans. La BCE a certes fait le nécessaire pour réduire les écarts du coût de l'emprunt entre les différents États souverains européens. Il faut saluer à cet égard l'action de son président Mario Draghi.

La crise de confiance n'est pas résolue

Du point de vue des entreprises, la situation apparaît toutefois différente. Pour les petites entreprises espagnoles et italiennes, le différentiel de taux d'intérêt demeure aussi élevé qu'auparavant. L'obtention d'un prêt non garanti aux entreprises coûtera actuellement aux sociétés d'Europe du Sud deux points de pourcentage de plus qu'à leurs concurrentes basées du côté du Rhin, même si ces sociétés présentent une notation de crédit similaire.

Comment accepter qu'un tel différentiel persiste au sein de ce qui devrait être un marché financier unique et intégré? La réponse réside bien entendu dans le fait que la zone euro ne répond toujours pas à de tels qualificatifs, du moins pas pour l'instant.

La crise de confiance apparue en 2010 dans le secteur bancaire de l'UE n'est toujours pas résolue. Les banques européennes demeurent réticentes à prêter les unes aux autres. Elles suspectent encore et toujours la fragilité et la vulnérabilité de leurs homologues, et croient peu en la volonté des superviseurs bancaires nationaux de révéler la vérité et d'exiger des rectifications.

L'union bancaire a précisément été instaurée afin de remédier à ce problème, la BCE étant censée opérer sur tous les fronts en tant qu'unique superviseur de l'ensem-

ble des grandes banques européennes. Or, le marché semble clairement indiquer combien l'union bancaire n'a pas atteint ses objectifs. Le doute règne autour de l'absence de véritable programme unifié de garantie des dépôts, autour de la disponibilité de fonds susceptibles de remédier à la faillite de certains établissements, ainsi que sur la question de savoir si l'approche de la BCE se révélera suffisamment rigoureuse pour identifier les canards boiteux, les contraindre à la recapitalisation, et ainsi rebâtir la confiance.

Besoin d'une équipe solide

La principale mise à l'épreuve viendra à l'automne, lorsque la BCE publiera les résultats de son examen portant sur la qualité des actifs. Il s'agira pour les superviseurs de faire preuve de la plus grande rigueur: il en va de la crédibilité de leur institution. Seront-ils prêts à faire preuve d'honnêteté et, plus important encore, d'une volonté suffisante pour venir en aide à une levée de capitaux en berne?

L'UE aura besoin de l'équipe dirigeante la plus solide qu'elle pourra trouver afin de pouvoir naviguer sur des eaux aussi agitées, et de mettre en œuvre un certain nombre de réformes financières cruciales. En l'état actuel des choses, les signaux apparaissent peu prometteurs. On ne peut qu'espérer que cette future équipe nous surprendra.

Copyright: Project Syndicate, 2014.

La crise de confiance apparue en 2010 dans le secteur bancaire de l'UE n'est toujours pas résolue. Les banques européennes demeurent réticentes à prêter les unes aux autres, et notamment au-delà des frontières.